



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1220
24 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 24 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ CRÉÉ PAR LA RÉOLUTION 985 (1995)
CONCERNANT LE LIBÉRIA

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) du 13 avril 1995 concernant le Libéria, que celui-ci a adopté le 24 décembre 1998 selon la procédure d'approbation tacite et qui est présenté conformément à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 29 mars 1995 (S/1995/234).

Le Président du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution
985 (1995) concernant le Libéria

(Signé) Bernd Niehaus QUESADA

ANNEXE

Rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 985 (1995) concernant le Libéria

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) du 13 avril 1995 concernant le Libéria porte sur la période allant de janvier à décembre 1998. Le Comité a tenu deux réunions en 1998.

2. Le Comité a présenté au Conseil de sécurité, le 31 décembre 1997, un rapport concernant ses activités pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 1997 (S/1997/1026).

II. RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS MENÉES PAR LE COMITÉ PENDANT
LA PÉRIODE CONSIDÉRÉE

3. À sa 5e séance, le 6 janvier 1998, le Comité a élu son Bureau pour 1998, en confiant la présidence à M. Fernando Berrocal Soto (Costa Rica), auquel a succédé, après son départ, M. Bernd Niehaus Quesada (Costa Rica), et les deux vice-présidences aux délégations du Japon et de la Suède.

III. OBSERVATIONS

4. Le Comité ne dispose d'aucun mécanisme spécifique de suivi pour assurer l'application effective de l'embargo sur les armes et tient à rappeler qu'il compte uniquement sur la coopération des États et des organisations qui sont en mesure de lui fournir des renseignements utiles. Au cours de la période considérée, aucune violation de l'embargo sur les armes n'a été portée à son attention. À cet égard, le Comité a pris note de la résolution 1196 (1998) du 16 septembre 1998 dans laquelle le Conseil de sécurité rappelle que tous les États Membres sont tenus d'appliquer ses décisions relatives à des embargos sur les armes et réitère la demande qu'il a adressée à tous les États de fournir aux comités pertinents du Conseil de sécurité des informations sur les violations éventuelles des embargos sur les armes qu'il a imposés. Le Comité souscrit sans réserve aux dispositions du paragraphe 2 de ladite résolution dans lequel le Conseil encourage chaque État Membre, en tant que de besoin, à envisager d'adopter, pour s'acquitter de ses obligations, des mesures législatives ou autres mesures juridiques érigeant en infraction pénale la violation des embargos sur les armes imposés par le Conseil.

5. En application du paragraphe 4 de la résolution 1196 (1998), le Comité envisage de prendre des mesures appropriées afin d'améliorer la surveillance de l'embargo sur les armes décrété contre le Libéria et établira à cet effet des canaux de communication avec les organisations et organismes régionaux et sous-régionaux compétents.
